



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : 14080193DAAT
Date du repérage : 05/08/2014

| Références réglementaires et normatives | |
|---|--|
| Textes réglementaires | La mission est effectuée en application de l'article L4531-1 du code du travail conjointement aux arrêtés du 22 août 2002, du 12 décembre 2012 et du 26 juin 2013 et conformément aux articles R4412-61 à R4412-65, R4412-97 du Code du Travail et L541-1 à L541-8 du Code de l'Environnement. |
| Norme(s) utilisée(s) | Norme NF X 46-020 de décembre 2008 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante |

| Immeuble bâti visité | |
|--|--|
| Adresse | Rue : La Picote Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n° : Lot numéro Non communiqué, Code postal, ville : . 42320 CELLIEU Section cadastrale AL, Parcelle numéro 661, |
| Périmètre de repérage : | Ensemble du bâtiment |
| Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Année de construction : | Agricole < 1997 |

| Le propriétaire et le donneur d'ordre | |
|---------------------------------------|--|
| Le(s) propriétaire(s) : | Nom et prénom : ... Mairie de Cellieu Adresse : 1, place de Verdun 42320 LA GRAND-CROIX |
| Le donneur d'ordre | Nom et prénom : ... Mairie de Cellieu Adresse : 1, place de Verdun 42320 LA GRAND-CROIX |

| Le(s) signataire(s) | | | | |
|---|----------------|-----------------------|-------------------------|--|
| | NOM Prénom | Fonction | Organisme certification | Détail de la certification |
| Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage | GOY Christophe | Opérateur de repérage | DEKRA Certification | Obtention : 05/08/2013 Échéance : 04/08/2018 N° de certification : DTI2361 |
| Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport | GOY Christophe | Opérateur de repérage | DEKRA Certification | Obtention : 05/08/2013 Échéance : 04/08/2018 N° de certification : DTI2361 |
| Raison sociale de l'entreprise : DIAGOTEC S.A.S. (Numéro SIRET : 80345467700011) Adresse : 285 rue des croix - Salcigneux, 42320 CELLIEU Désignation de la compagnie d'assurance : HISCOX Numéro de police et date de validité : RCP300001125 / 04/11/2014 | | | | |

| Le rapport de repérage |
|--|
| Date d'émission du rapport de repérage : 23/08/2014, remis au propriétaire le 23/08/2014 |
| Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses |
| Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 27 pages |

Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

1. – Les conclusions

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits ayant fait l'objet d'analyse, ne contenant pas d'amiante :

Peintures intumescents (Atelier)
Éléments fibres-ciment (Atelier)
Mastic vitrage extérieur (Bureau)
Mastic vitrage intérieur (Bureau)

- des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire :

Plaques en fibres-ciment (Atelier)
Conduits de ventilation (Atelier)

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

| Localisation | Parties du local | Raison |
|--------------|------------------|--------|
| Néant | - | |

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... CARSO - LSEHL

Adresse : 321 avenue Jean-Jaurès 69362 Lyon Cedex 07

Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-1531

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R. 1334-19 du code de la construction et de l'habitation prévoit que « Les propriétaires des immeubles bâtis mentionnés à l'article R. 1334-14 font réaliser, préalablement à la démolition de ces immeubles, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante ».

Conjointement, l'article L4531-1 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérigène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux. Cette mission est soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du code du travail)

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante situés dans la zone impactée par les travaux.»

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par la liste C de l'Annexe 13.9 du Code de la santé publique et l'annexe A de la norme NF X 46-020 de décembre 2008

Extrait de l'annexe 13.9 (liste C) du Code de la santé publique modifié (liste non exhaustive)

| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
|--|---|
| 1. Toiture et étanchéité | |
| Plaques ondulées | Plaques en fibres-ciment |
| Ardoises | Ardoises composites |
| | Ardoises fibres-ciment |
| Eléments ponctuels | Conduits de cheminée |
| | Conduits de ventilation |
| | Conduits d'évacuation d'eau |
| Revêtements bitumineux d'étanchéité | Bardeaux d'asphalte |
| | Bardeaux bitume ("shingle") |
| | Pare-vapeur |
| | Revêtements |
| Accessoires de toitures | Colles |
| | Rivets |
| | Faitages |
| | Closoirs |
| 2. Façades | |
| Panneaux sandwichs | Plaques |
| | Joints d'assemblage |
| | Tresses |
| Bardages | Plaques fibres-ciment |
| | Bacs fibres-ciment |
| | Ardoises fibres-ciment |
| | Isolants sous bardages |
| Appuis de fenêtres | Eléments fibres-ciment |
| 3. Parois verticales intérieures et enduits | |
| Murs et cloisons | Flocages |
| | Enduits projetés |
| | Revêtements durs (plaques planes fibres-ciment) |
| | Joints de dilatation |
| Poteaux (périphériques et intérieurs) | Flocages |
| | Enduits projetés |

| | |
|--|---|
| | Joints de dilatation Entourage de poteaux (carton) Entourage de poteaux (fibres-ciment) Entourage de poteaux (matériau sandwich) Entourage de poteaux (carton+plâtre) Peintures intumescentes Panneaux de cloisons |
| Cloisons légères ou préfabriquées | Jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (tresses) Jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (carton) Jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (fibres-ciment) |
| Gaines et coffres verticaux | Flocages Enduits projetés coupe-feu Enduits lissés coupe-feu Enduits talochés coupe-feu Panneaux |
| Portes coupe-feu, portes pare-flammes | Vantaux Joints |
| 4. Plafonds et faux-plafonds | |
| Plafonds | Flocages Enduits projetés Panneaux collés ou vissés Coffrages perdus (carton-amiante) Coffrages perdus (fibres-ciment) Coffrages perdus (composites) |
| Poutres et charpentes (périphériques et intérieures) | Flocages Enduits projetés Peintures intumescentes |
| Interfaces entre structures | Rebouchage de trémies Jonctions avec la façade Calfeutrements Joints de dilatation |
| Gaines et coffres horizontaux | Flocages Enduits projetés Panneaux Jonction entre panneaux |
| Faux-plafonds | Panneaux Plaques |
| 5. Revêtements de sol et de murs | |
| Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement) | Dalles plastiques Colles bitumineuses Revêtement plastique avec sous-couche Chape maigre Calfeutrement des passages de conduits Revêtement bitumineux des fondations |
| Revêtements de murs | Sous-couche des tissus muraux Revêtements durs (plaques de menuiseries) Revêtements durs (fibres-ciment) Colles des carrelages |
| 6. Conduits, canalisations et équipements | |
| Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides) | Calorifugeages Enveloppes de calorifuges Conduits fibres-ciment |
| Conduits de vapeur, fumée, échappement | Joints entre éléments Mastics Tresses Manchons |
| Clapets / volets coupe-feu | Clapets coupe-feu Volets coupe-feu Rebouchage |
| Vide-ordures | Conduit fibres-ciment |
| 7. Ascenseurs et monte-charge | |
| Portes et cloisons palières | Portes palières Cloisons palières |
| Trémie | Flocages Bourres Jonction murs / plancher Joints mousse |
| Machinerie | Flocages Bourres Jonction murs / plancher Joints mousse |
| 8. Equipements divers | |
| Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes..... | Bourres Tresses Joints Calorifugeages Peintures anti-condensation Plaques isolantes internes |

| | |
|--|-----------------------------|
| | Plaques isolantes externes |
| | Tissu amiante |
| 9. Installations industrielles | |
| Fours, étuves, tuyauteries... | Bourres |
| | Tresses |
| | Joints |
| | Calorifugeages |
| | Peintures anti-condensation |
| | Plaques isolantes |
| | Tissu amiante |
| | Freins |
| | Embrayages |
| 10. Coffrages perdus | |
| Coffrages et fonds de coffrages perdus | Eléments fibres-ciment |

Extrait de l'annexe A de la norme NF X 46-020 de décembre 2008 (liste non exhaustive)

| | |
|---|--|
| 1-Toiture, terrasse et étanchéité | Plaques ondulées et planes |
| | Ardoises |
| | Eléments ponctuels |
| | Éléments de sous-toiture |
| | Bardeaux bitumé (type Shingle) |
| | Complexe d'étanchéité pour toiture |
| 2-Parois verticales extérieures | Panneaux sandwichs |
| | Bardages |
| | Bardages métalliques à simple ou double peau |
| | Isolants sous bardage |
| | Mur et cloisons «en dur» |
| 3-Parois verticales intérieures | Mur et cloisons «en dur» |
| | Poteaux (périphériques et intérieurs) |
| | Cloisons légères ou préfabriquées |
| | Gaines et coffres verticaux |
| | Portes coupe-feu / pare-flamme |
| | Revêtement de murs, de poteaux, de cloisons légères ou préfabriquées, de gaines, de coffres et des portes coupe-feu et pare-flamme |
| 4-Plafonds et faux plafonds | Plafonds |
| | Poutres et charpentes (périphériques et intérieures) |
| | Interfaces entre structures |
| | Gaines et coffres horizontaux |
| | Faux-plafonds |
| | Suspentes et contrevents |
| 5-Planchers et planchers techniques | Revêtements de sol |
| | Planchers |
| 6-Conduits, canalisations et accessoires intérieurs et extérieurs | Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, autres fluides) |
| | Conduits de vapeur, fumée, échappement |
| | Câbles électriques |
| | Clapets / volets coupe-feu |
| | Vide-ordures |
| 7-Ascenseurs et monte-charges | Portes intérieures et extérieures de l'ascenseur et portes palières de l'étage |
| | Machinerie |
| | Trémie et Machinerie |
| 8-Équipements divers et accessoires | Chaudières |
| | Tuyauteries |
| | Etuves |
| | Groupe électrogènes |
| | Convecteurs et radiateurs |
| | Aérothermes |
| 9-Installations industrielles | Installations autres |
| | Fours |
| | Etuves Industrielles |
| | Tuyauteries Industrielles |
| | Racks |
| 10-Voies et Réseaux divers | Autres Industrielles |
| | Conduits |
| | Revêtement routier |

3.2.5 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Atelier,

Bureau,

Wc

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

| Documents demandés | Documents remis |
|---|-----------------|
| Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés | - |
| Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place | - |
| Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité | - |

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 05/08/2014

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 05/08/2014

Heure d'arrivée : 09 h 00

Durée du repérage : 01h00

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de décembre 2008.

Remarques :

Néant

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.


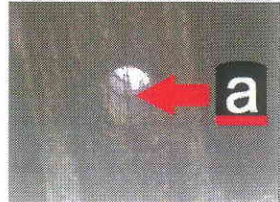
Remarques :

Néant

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation** et préconisations* | Photo |
|--------------|--|---|---|---|
| Atelier | Identifiant: M003-Plt03 Description: Plaques en fibres-ciment | Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire) | Score AC1 (Z-II-RM) Préconisation : Prévoir la dépose et l'évacuation des matériaux amiantés par un professionnel du désamiantage |  |
| Atelier | Identifiant: M004-Plt04 Description: Conduits de ventilation | Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire) | Score EP (Z-III-RF) Préconisation : Voir les Mesures d'ordre général – Obligations réglementaires |  |

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

| Localisation | Identifiant + Description | Photo |
|--------------|--|---|
| Atelier | Identifiant: M005-Plt05 Description: Peintures intumescentes |  |
| Atelier | Identifiant: M006-Plt06 Description: Eléments fibres-ciment |  |
| Bureau | Identifiant: M001-Plt01 Description: Mastic vitrage extérieur |  |
| Bureau | Identifiant: M002-Plt02 Description: Mastic vitrage intérieur |  |

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

| Localisation | Identifiant + Description |
|--------------|---------------------------|
| Néant | - |

6. - Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification - 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Fait à **CELLIEU**, le **05/08/2014**

Par : GOY Christophe



DIAGOTEC s.a.s.
Cabinet de Diagnostic Immobilier
285, rue des croix - Lourdil Salcigneux
42320 CELLIEU
Tél : 06.08.54.71.99 - contact@diagotec.com

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n°14080193DAAT

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

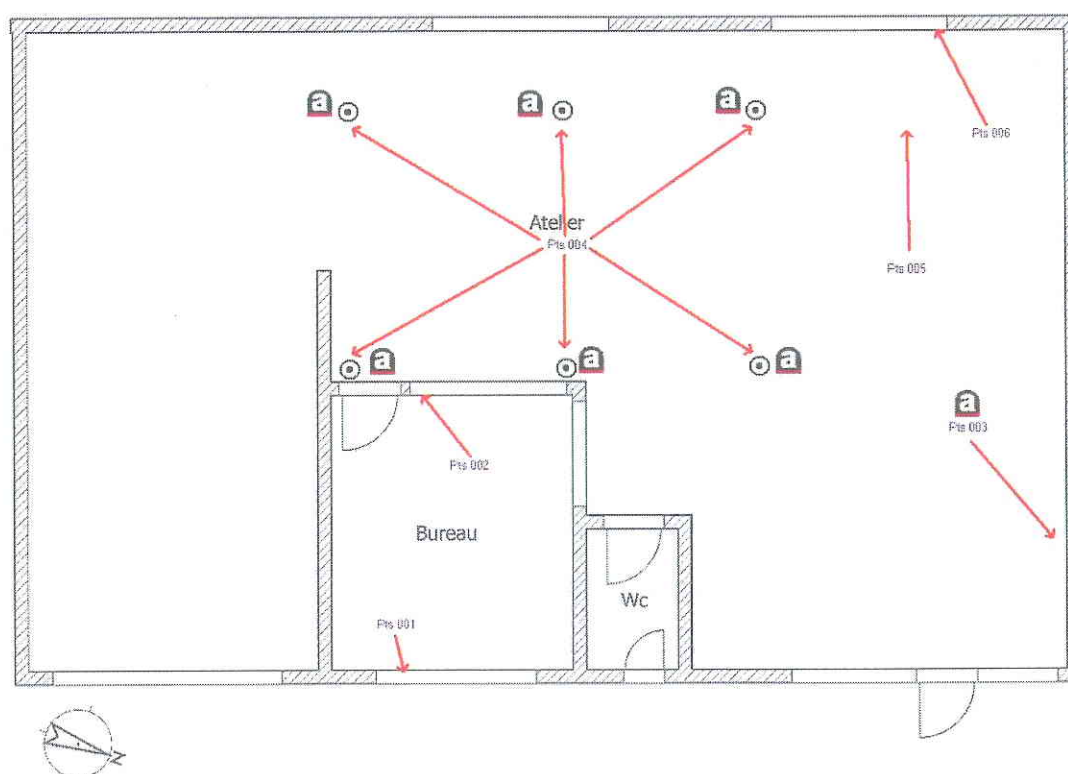
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.













Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Légende

| | | | | |
|--|--|--|---------------------------------|---|
|  | Conduit en fibro-ciment |  | Dalles de sol | <p>Nom du propriétaire : Mairie de Cellieu Adresse du bien : La Picote 42320 CELLIEU</p> |
|  | Conduit autre que fibro-ciment |  | Carrelage | |
|  | Brides |  | Colle de revêtement | |
|  | Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante |  | Dalles de faux-plafond | |
|  | Matériau ou produit sur lequel un doute persiste |  | Toiture en fibro-ciment | |
|  | Présence d'amiante |  | Toiture en matériaux composites | |

Photos

| | |
|---|--|
|  | <p>Photo n° Ph001 Localisation : Bureau Ouvrage : Chassis vitré Partie d'ouvrage : Mastic Description : Mastic vitrage extérieur Localisation sur croquis : Pts 001</p> |
|  | <p>Photo n° Ph002 Localisation : Wc Ouvrage : Chassis vitré Partie d'ouvrage : Mastic Description : Mastic vitrage intérieur Localisation sur croquis : Pts 002</p> |

| | |
|---|---|
|  | <p>Photo n° Ph003 Localisation : Wc Ouvrage : Plaques ondulées Partie d'ouvrage : Plaques en fibres-ciment Description : Plaques en fibres-ciment Localisation sur croquis : Pts 003</p> |
|  | <p>Photo n° Ph004 Localisation : Bureau Ouvrage : Eléments ponctuels Partie d'ouvrage : Conduits de ventilation Description : Conduits de ventilation Localisation sur croquis : Pts 004</p> |
|  | <p>Photo n° Ph005 Localisation : Wc Ouvrage : Poutres et charpentes (périphériques et intérieures) Partie d'ouvrage : Peintures intumescentes Description : Peintures intumescentes Localisation sur croquis : Pts 005</p> |
|  | <p>Photo n° Ph006 Localisation : Atelier Ouvrage : Appuis de fenêtres Partie d'ouvrage : Eléments fibres-ciment Description : Eléments fibres-ciment Localisation sur croquis : Pts 006</p> |

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

| Identifiant et prélèvement | Localisation | Composant de la construction | Parties du composant | Description |
|----------------------------|--------------|------------------------------|----------------------|---|
| M001-Plt01 | Bureau | Chassis vitré | Mastic | Mastic vitrage extérieur Commentaires prélèvement: Mastic vitrage extérieur Ref Laboratoire: AMI1408-4516 Commentaires Laboratoire: Absence d'amiante |
| M002-Plt02 | Bureau | Chassis vitré | Mastic | Mastic vitrage intérieur Commentaires prélèvement: Mastic vitrage intérieur Ref Laboratoire: AMI1408-4517 Commentaires Laboratoire: Absence d'amiante |

| Identifiant et prélèvement | Localisation | Composant de la construction | Parties du composant | Description |
|----------------------------|--------------|--|--------------------------|---|
| M003-Plt03 | Atelier | Plaques ondulées | Plaques en fibres-ciment | Plaques en fibres-ciment Commentaires prélèvement: Plaque ondulée Ref Laboratoire: AMI1408-4518 Commentaires Laboratoire: Présence d'amiante chrysotile |
| M004-Plt04 | Atelier | Eléments ponctuels | Conduits de ventilation | Conduits de ventilation Commentaires prélèvement: Conduit d'aération et lanterneaux Ref Laboratoire: AMI1408-4519 Commentaires Laboratoire: Présence d'amiante Chrysotile |
| M005-Plt05 | Atelier | Poutres et charpentes (périphériques et intérieures) | Peintures intumescentes | Peintures intumescentes Commentaires prélèvement: Peinture charpente métallique Ref Laboratoire: AMI1408-4520 Commentaires Laboratoire: Absence d'amiante |
| M006-Plt06 | Atelier | Appuis de fenêtres | Eléments fibres-ciment | Eléments fibres-ciment Commentaires prélèvement: Enduit ciment allège Ref Laboratoire: AMI1408-4521 Commentaires Laboratoire: Absence d'amiante |

Copie des rapports d'essais :

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

La Commission a été créée par la loi n° 10 du 10 août 1977 relative à la déontologie de la magistrature.

Department Awards
32 E. Avenue Jean Jaurès
F-93002 L'ILE D'OLYMPIE cedex 07
Tel.: (03) 04 72 76 16 39
Fax: (03) 04 79 72 00 67

Rapport d'analyse Page 1 : 1
Exécuté le : 23/08/2014

DIAGOTEC- M.GUY Christophe
M. GUY Christophe
285 Rue des Croix
Salagnaux
42320 CELLIEU



| | | | | | |
|---------------------------|-----------------------|-----------------|------------|--------------|-------------|
| N° d'échantillon : | AMF1409-6616-1 | Enregistré le : | 09/09/2014 | N° dossier : | 046114-1008 |
| Votre Commande : | 1409019300.AT | | | | |
| Référence client : | 1409019300.AT.1 - 1/5 | | | | |
| Site : | Mairie de Celles | | | | |
| | La Poste | | | | |
| | 42320 | | CEUX | | |
| Localisation : | Bureau | | | | |
| Nature de l'échantillon : | Maple usagé ext | | | | |

| Paramètres | Données |
|--|--|
| Recherche et identification qualitative d'amiantes ou de FG R dans un matériau ou produit | |
| Recommanda. générale | |
| Description de l'échantillon reçu | Matière granuleuse dur beige - polymère noir |
| Préanalyse(s) effectuée(s) | Matière granuleuse dur beige - polymère noir indissolubles |
| AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-090 | |
| Résultat final | |
| Présence/absence d'AMIANTE | NEGATIF |
| Recommanda. analytiques | |
| Noms des préparations | |

Le rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comprend 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accreditation du CCFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation identifiés par le symbole *

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consignées au laboratoire.

Michael CARREIRA

Ingénieur de Laboratoire

1. 本行在 2019 年 12 月 31 日及 2018 年 12 月 31 日，均无因提供担保而形成的或有负债。
 2. 本行在 2019 年 12 月 31 日及 2018 年 12 月 31 日，均无因提供担保而形成的或有资产。

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

Département Amiante
323 Avenue Jean JAUJES
F 69662 LYON cedex 07
Tél : (+33) 04 72 76 16 39
Fax : (+33) 04 72 76 60 67

rapport
n° 140
14080193
DAAT
23/08/2014



Rapport d'analyse Page 1 / 1
Date le : 23/08/2014

DIAGOTEC - M. GOY Christophe
M. GOY Christophe
395 Rue des Croix
Salcigneux
42320 CELLIEU

| | | | | | |
|---------------------------|----------------------|-----------------|------------|--------------|------------|
| N° échantillon : | AM14080193-1 | Enregistré le : | 09/09/2014 | N° dossier : | AM14-10094 |
| Votre Commande : | 14080193DAAT | | | | |
| Référence client : | 14080193DAAT 2 - 216 | | | | |
| Site : | Marie de Cellieu | | | | |
| | La Poste | | | | |
| | 42320 | CELLIEU | | | |
| Localisation : | Bureau | | | | |
| Nature de l'échantillon : | Mastic vitrageant | | | | |

| Paramètres | Résultats | Unité |
|--|--|-------|
| Recherche et identification qualitative d'amiante ou de PC fi dans un matériau ou produit | | |
| Recommandation générale | | |
| Description de l'échantillon reçu | Matériau granuleux de beige - polymère beige | |
| Phase (analyse) | Matériau granuleux de beige - polymère beige indissolubles | |
| AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-080 | | |
| Recherche finale | | |
| Présence/Absence d'AMIANTE | NEGATIF | * |
| Recommandation analyse | | |
| Nombre de préparations | 1 | * |

Cette page est le résumé de l'analyse. Les échantillons soumis à l'analyse sont composés de :
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac simile photographique intégral.
L'accreditation du COPRAC amène de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation identifiés par le symbole A.
Les données concernant la réception, le matériel analysé, l'échantillon et les méthodes de mesure sont consultables au laboratoire.

Nicolas CARREIRA
Ingénieur de Laboratoire



Service des analyses de l'air et de l'eau - 323 Avenue Jean JAUJES - F 69662 LYON cedex 07 - Tél : (+33) 04 72 76 16 39 - Fax : (+33) 04 72 76 60 67
Site web : www.carso.fr - Email : contact@diagotec.com

DIAGOTEC s.a.s.
285 rue des croix - Salcigneux
42320 CELLIEU

Email : contact@diagotec.com
Tél : +33 6 08 54 71 99
Site : www.diagotec.com

Siret n° 803 454 677 00011
Assurance HISCOX n° 300001125
Certification DEKRA n° DT12361

Société par Actions Simplifiée à associé unique au capital de 1 000.00 euros.

15/27
Rapport du :
23/08/2014

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

Département Amiante
201, Avenue Jean JAURES
F69002 LYON cedex 02
Tél : (03) 04 72 76 56 39
Fax : (03) 04 72 72 00 67

Accrédité selon
NF EN
ISO 17025
et NF EN
ISO 17020



Rapport d'analyse Page 1 / 1
Émis le : 23/08/2014

DIAGOTEC - M. GOY Christophe
M. GOY Christophe
285 Rue des Croix
Salcigneux
42320 CELLIEU

| | | | | | |
|---------------------------|---------------------|-----------------|------------|--------------|------------|
| N° échantillon : | AM140845019-1 | Enregistré le : | 09/09/2014 | N° dossier : | AM14-10084 |
| Votre Commande : | 14080193DAAT | | | | |
| Référence client : | 14080193DAAT 3 - 3e | | | | |
| Site : | Marie de Cellieu | | | | |
| | La Poste | | | | |
| | 42320 | CELLIEU | | | |
| Localisation : | Maison - toiture | | | | |
| Nature de l'échantillon : | Plaque goudée | | | | |

| Paramètres | Données | COFRAC |
|--|--|--------|
| Recherche et identification qualitative d'amiante ou de PC Rdans un matériau ou produit | | |
| Paramètres généraux | | |
| Description de l'échantillon reçu | Matériau fibre grise/bleu dur gris - peinture grise | |
| Phase(s) analysée(s) | Matériau fibre grise/bleu dur gris - peinture grise indissociables | |
| AMIANTE par M.O.L.P. (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) - Méthode interne de traitement N° 02-48-2006 | | |
| Résultat final | | |
| Présence/Absence d'AMIANTE | POSITIVE | * |
| Verres d'amiante | Chrysotile | * |
| Autres fibres | Fibres organiques | * |
| Paramètres analytiques | | |
| Nombre de préparations | 2 | * |

Le rapport est établi en fonction des échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac simile photographique intégral.
L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation. Identifiés par le symbole *.
Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les méthodes de mesure sont consultables au laboratoire.

Michael CARREIRA
Ingénieur de Laboratoire



Service des analyses : 03 04 72 76 56 39 - 03 04 72 72 00 67 - 03 04 72 76 56 39 - 03 04 72 72 00 67
Page 1/1 - 201, Avenue Jean JAURES - F-69002 LYON cedex 02 - Tél : 03 04 72 76 56 39 - Fax : 03 04 72 72 00 67
Site Web : www.carso.fr - e-mail : carso@carso.fr

DIAGOTEC s.a.s.
285 rue des croix - Salcigneux
42320 CELLIEU

Email : contact@diagotec.com
Tél : +33 6 08 54 71 99
Site : www.diagotec.com

Siret n° 803 454 677 00011
Assurance HISCOX n° 300001125
Certification DEKRA n° DT12361

Société par Actions Simplifiée à associé unique au capital de 1 000.00 euros.

16/27
Rapport du :
23/08/2014

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON

There is an additional point to be made about the use of the term "cognitive" in the title of this paper. The term "cognitive" is used in a broad sense to refer to the mental processes involved in the acquisition and use of knowledge. It is not intended to imply that the processes are purely cognitive in nature, as opposed to being purely physical or purely social. The term is used to emphasize the importance of the mental processes in the overall process of knowledge acquisition and use.

Department Awards
221 Avenue Jean JARVIS
FLEXTEL WCN order 07
Tel: (33) 04 72 76 19 39
Fax: (33) 04 72 72 00 87

Rapport d'analyse Page 1 : 1
Page 14 : 21/08/2014

DIAGOTEC - M. GUY Christophe
M. GUY Christophe
395 Rue des Grands
Salgnaux
42320 CELLIEU



| | | | | | |
|---------------------------|----------------------|-----------------|------------|--------------|-------------|
| N° échantillon : | AM1409-4519-1 | Enregistré le : | 09/09/2014 | N° dossier : | AM114-10094 |
| Votre Commande : | 1409019300/IT | | | | |
| Référence client : | 1409019300/IT 4 - 45 | | | | |
| Site : | Marée-Coteau | | | | |
| | La Plage | | | | |
| | 42320 | | | CELI, IRI | |
| Localisation : | Après - culture | | | | |
| Nature de l'échantillon : | Conduit aérien | | | | |

| Paramètres | Options |
|---|------------------------------------|
| Recherche et identification qualitative d'amiante ou de PCR dans un matériau ou produit | |
| Paramètres généraux | |
| Description de l'échantillon testé | Matériau fibre, granuleux dur gris |
| Phase(s) analysée(s) | Matériau fibre, granuleux dur gris |
| AMIANTE par MOLF (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) - Méthode interne de traitement (45-6248-2005) | |
| Rechercher (oui) | |
| Présence/Absence d'AMIANTE | POSITIF |
| Variété d'amiante | Chrysotile |
| Autres fibres | Fibres organiques |
| Paramètres analytiques | |
| Nombre de répétitions | 2 |

Le rapporteur ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.
La reproduction de ce rapport d'analyse peut être effectuée sous le nom de l'unité photographique image.
Les données du CCFRAC sont de la compétence des laboratoires pour les essais effectués par l'accreditation. Identifiés par le symbole de
Les données concernant la réception, le traitement analytique, l'échantillon et les instruments de mesure sont consultables au laboratoire.

Miguel CARREIRA
Ingénieur de Laboratoire



CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'air par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69621 LYON cedex 07
Tél : (03) 04 78 76 16 39
Fax : (03) 04 78 72 60 67

Accueil : 03 04 78 76 16 39
Fax : 03 04 78 72 60 67



Rapport d'Analyse Page 1 / 1
Eché le : 23/08/2014

DIAGOTEC - M. GOY Christophe
M. GOY Christophe
295 Rue des Croix
Salcigneux
42320 CELLIEU

| | | | | | |
|---------------------------|---------------------|-----------------|------------|--------------|------------|
| N° échantillon : | AM1408-4000-1 | Enregistré le : | 09/09/2014 | N° dossier : | AM14-10084 |
| Votre Commande : | 14080193DAAT | | | | |
| Référence client : | 14080193DAAT-5 - 56 | | | | |
| Site : | Marie de Cellieu | | | | |
| | La Poste | | | | |
| | 42320 | CELLIEU | | | |
| Localisation : | Atelier - toiture | | | | |
| Nature de l'échantillon : | Panache charpente | | | | |

| Par analyses | Données | COFIC |
|--|--|-------|
| Recherche et identification qualitative d'amiante ou de PC Rdans un matériau ou produit | | |
| Paramètres généraux | | |
| Descripteur de l'échantillon req. | Scaltes de peinture gris-bleu et rouge | |
| Phase(s) analyser(s) | Scaltes de peinture gris-bleu et rouge indissolubles | |
| AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-093 | | |
| Résultat final | | |
| Prépondérance d'AMIANTE | NEGATIF | * |
| Paramètres analytiques | | |
| Nombre de préparations | 1 | * |

Le rapport est le résumé des échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.
L'accreditation du COFIC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation. Identifiés par le symbole *.
Les données concernent la réception, le matériel analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure pour les données du laboratoire.

Michaël CARREIRA
Ingénieur de Laboratoire



Document non valide sans la signature du responsable de l'essai. Il est interdit de reproduire ou de diffuser ce document sans la signature du responsable de l'essai. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite du responsable de l'essai est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite du responsable de l'essai est formellement interdite.

CARGO : LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON

Les gens d'après moi, les d'après de au car le d'après de la Tarte

Département Amont
 321, Avenue Jean J. Lévesque
 F-39362 L'YRON cedex 07
 Tél. : (33) 04 72 76 19 39
 Fax : (33) 04 72 72 00 67

Rapport d'analyse Page 14/14
Date de : 21/08/2014

DIAGOTEC - M. GOY Christophe
M. GOY Christophe
205 Rue des Croix
Salagnieu
42320 CELLIEU

1. **प्रमाणित प्रमाणित**
 2. **प्रमाणित प्रमाणित**
 3. **प्रमाणित प्रमाणित**
 4. **प्रमाणित प्रमाणित**
 5. **प्रमाणित प्रमाणित**



| | | | | | |
|---------------------------|---------------------|-----------------|------------|--------------|------------|
| N° d'échantillon : | AMF1409-4621-3 | Enregistré le : | 09/09/2014 | N° dossier : | AMF14-1009 |
| Votre Commande : | 140901900AAT | | | | |
| Référence client : | 140901900AAT 6 - 66 | | | | |
| Sûr : | Marie de Gellieu | | | | |
| | La Poste | | | | |
| | 42320 | | CEU, 101 | | |
| Localisation : | Inter - mur | | | | |
| Nature de l'échantillon : | Appui de fenêtre | | | | |

| Paramètres | Données |
|--|------------------------------|
| Recherche et identification qualitative d'amiant ou de FC R dans un matériau ou produit | |
| Paramètres généraux | |
| Description de l'échantillon reçu | Matériau granulaire dur gris |
| Phase(s) analysée(s) | Matériau granulaire dur gris |
| AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne en NF X43-093 | |
| Resultat final | |
| Présence/Absence d'AMIANTE | NEGATIF |
| Paramètres analytiques | |
| Nom(s) de préparation | |

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-simile photographique intégral.
L'acquisition du CEFAC amène de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation. Identifier le symbole de la compétence concernée à réception. Le matériel analytique doit être identifié et les instruments de mesure sont consultés au laboratoire.

Michael CARREIRA
Ingénieur de Laboratoire

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

| Fort | Moyen | Faible |
|---|--|--|
| <p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p> | <p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p> | <p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p> |

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

| Fort | Moyen | Faible |
|---|---|---|
| L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives. |

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des autres matériaux ou produit de la liste B

| Etat de conservation du matériau ou produit | | Risque de dégradation | | Type de recommandation |
|---|--|--|--|------------------------|
| Protection physique | Etat de dégradation | Etendue de la dégradation | Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau | |
| Protection physique étanche <input type="checkbox"/> | | | | EP |
| Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/> | Matériau non dégradé <input type="checkbox"/> | | risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/> | EP |
| | | | risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/> | AC1 |
| | Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/> | ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/> | risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/> | EP |
| | | | risque d'extension à terme de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/> | AC1 |
| risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/> | | | AC2 | |
| | généralisée <input type="checkbox"/> | | AC2 | |

Dossier n° 14080193DAAT
Date de l'évaluation : 05/08/2014
Bâtiment / local ou zone homogène : Atelier
Identifiant Matériau : M003
Matériau : Plaques en fibres-ciment
Résultat Score AC1 (Z-II-RM)

| Etat de conservation du matériau ou produit | | Risque de dégradation | | Type de recommandation |
|---|--|-------------------------------------|---|------------------------|
| Protection physique | Etat de dégradation | Etendue de la dégradation | Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau | |
| Protection physique étanche <input type="checkbox"/> | | | | EP |
| Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/> | Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/> | | risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/> | EP |
| | | | risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/> | AC1 |
| | Matériau dégradé <input type="checkbox"/> | ponctuelle <input type="checkbox"/> | risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/> | EP |
| | | | risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/> | AC1 |
| risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/> | | | AC2 | |
| | généralisée <input type="checkbox"/> | | AC2 | |

Dossier n° 14080193DAAT
Date de l'évaluation : 05/08/2014
Bâtiment / local ou zone homogène : Atelier
Identifiant Matériau : M004
Matériau : Conduits de ventilation
Résultat Score EP (Z-III-RF)

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

| Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation | Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation | Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation |
|---|---|---|
| L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important |

| | | |
|---|--|---|
| risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. |
|---|--|---|

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrément dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrément ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrément inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrément dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrément dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
- En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un

chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.6 - Annexe - Autres documents



ATTESTATION D'ASSURANCE
Métiers du diagnostic immobilier
N° contrat : RCP300001125

Le preneur d'assurance

GOY
Monsieur Christophe GOY
285 rue des croix
Salcigneux
42320 CELLIEU

Les activités garanties

| | |
|------------------------|---|
| Catégorie | Assurances professionnelles, Métiers du diagnostic immobilier |
| Juridiction applicable | Monde entier hors USA / Canada |

Les activités garanties

L'assuré déclare exercer la profession et/ou les activités suivantes :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic Accessibilité
- Diagnostic amiante après travaux ou démolition
- Diagnostic amiante avant travaux ou démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Diagnostic de performance énergétique
- Diagnostic gaz
- Diagnostic ménage habitable Loi Boutin
- Diagnostic plomb avant travaux
- Diagnostic termites
- Dossier technique amiante
- Etude d'installation antenne de radio
- Etat des lieux
- Exposition au plomb (CREP)
- Les Carrez
- Risques naturels et technologiques

Période de validité

La présente attestation est valable pour la période du 05 Novembre 2013 au 04 Novembre 2014.

Les garanties sont acquises selon les Conditions Particulières décrites sur la base du questionnaire préalable d'assurance, des Conditions Générales n° RCI005 et des modules n° DIA0507, n° RCE1005 et n° RUP1005.

Paris, le 05/11/2013
Les assureurs



Adresse postale : HISCOX DIRECT - TSA 49007
60477 COMPIEGNE CEDEX - Tél : 0800 60 20 16
Hiscox Europe Underwriting Limited - Siège social : 1 Great St Helen's London EC3A 6HX Royaume-Uni
Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S. Paris 624 737 531
N° TVA Intracommunautaire FR000524737531 - N° FSA 490956 - www.guyss.fr

05/11/2013
16:45
RCP300001125



ATTESTATION D'ASSURANCE
Métiers du diagnostic immobilier
N° contrat : RCP300001125

TABLEAU DES GARANTIES

| Responsabilité Civile Professionnelle | |
|--|---|
| Les garanties s'appliquent par sinistre et par année d'assurance. | |
| Etendue des garanties | 500 000,00 Euros |
| dont : | |
| - Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non | 500 000,00 Euros |
| Recours Juridiques Professionnels | |
| Par année d'assurance | 20 000,00 Euros |
| Par litige | 10 000,00 Euros |
| Responsabilité Civile Exploitation / Responsabilité Civile Employeur | |
| Etendue des garanties | 5 000 000,00 Euros par sinistre |
| dont : | |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs | 1 500 000,00 Euros par sinistre |
| - Dommages immatériels non consécutifs | 500 000,00 Euros par sinistre |
| - Intoxications alimentaires | 800 000,00 Euros par sinistre |
| - Maladies professionnelles et/ou fautes inexcusables | 1 500 000,00 Euros par année d'assurance |
| - Atteintes coordonnées à l'environnement | 800 000,00 Euros par sinistre |
| - Vol par préposés | 30 000,00 Euros par sinistre |

Adresse postale : HISCOX DIRECT - TSA 49007
60477 COMPIEGNE CEDEX - Tél : 0900 60 20 16
Hiscox Europe Underwriting Limited - Siège social : 1 Great St Helen's, London EC3A 6HX, Royaume-Uni
Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S. Paris 524 737 681
N° TVA Intracommunautaire FR22324737681 - N° RSA 490364 - www.gnps.fr

05/11/2013
15:45
RCP300001125

CERTIFICAT DE COMPETENCES



Christophe GOY

est titulaire du certificat de compétences N° DT2361
pour :

| pour : | DU | AJ |
|---|------------|------------|
| Constat de risque d'exposition au plomb | 05/08/2013 | 04/08/2018 |
| Diagnostic amiante | 05/08/2013 | 04/08/2018 |
| Etat relatif à la présence de termites (France métropolitaine) | 18/09/2013 | 17/09/2018 |
| Diagnostic de performance énergétique individuel | 24/10/2013 | 23/10/2018 |
| Etat de l'installation intérieure de gaz | 01/11/2013 | 30/09/2018 |
| Etat de l'installation intérieure d'électricité | 29/11/2013 | 28/11/2018 |

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

[illegible]

Délivré à Bagnaux, le 2 décembre 2013.



Pour DEKRA Certification S.A.S
Yvan MAINGUY, Directeur Général

30



Numéro d'association :
4-0081
Portée disponible
sur www.confrac.fr

OEKRA Certification S.A.S. - 3, Avenue Garlande 92226 Bagneux - Siren 491 390 279 RCS Nanterre
Tel : 01 41 17 11 24 - www.certification-dans-les-chausures-occidentales.fr

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

réalisée pour le dossier n° **14080193DAAT** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : La Picote 42320 CELLIEU.

Je soussigné, **GOY Christophe**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIAGOTEC S.A.S.** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|-------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|-----------------|
| DPE | GOY Christophe | DEKRA | DTI2361 | 23/10/2018 |
| Electricité | GOY Christophe | DEKRA | DTI2361 | 28/11/2018 |
| Amiante | GOY Christophe | DEKRA | DTI2361 | 04/08/2018 |
| Gaz | GOY Christophe | DEKRA | DTI2361 | 30/09/2018 |
| Plomb | GOY Christophe | DEKRA | DTI2361 | 04/08/2018 |
| Termites | GOY Christophe | DEKRA | DTI2361 | 17/09/2018 |

- Avoir souscrit à une assurance (HISCOX n° RCP300001125 valable jusqu'au 04/11/2014) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à CELLIEU , le **23/08/2014**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

DIAGOTEC s.a.s.
Cabinet de diagnostics immobiliers
285, rue des croix - L'Éclit Salcigneux
42320 CELLIEU
Tél : 06.08.54.71.99 - contact@diagotec.com

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

